

DIALOGUE SOCIÉTAL

Mission Béja du samedi 26 avril 2014

B – RAPPORT MICRO – OUVERT : PROFESSIONNELS

Nombre d'intervenants = 15 personnes

1) PROBLÈMES RENCONTRÉS AU NIVEAU DE LA RÉGION

- Encombrement des structures (nombre des malades élevé)
- Les Rendez vous éloignés et mal gérés.
- Manque de médecins spécialistes ce qui oblige le médecin à orienter le malade vers Tunis.
- Insuffisance des équipements en quantité et qualité d'où la nécessité de moderniser les équipements et les normaliser.
- Il y'a un tomodensitomètre (scanner) sans radiologue.
- Difficultés pour l'accès aux soins qui n'est pas la même pour toutes les régions.
- Difficultés rencontrés par les chirurgiens dentistes .
- Problèmes de la maintenance.

2) MÉDICAMENTS

- Manque de médicaments.
- Automédication pose un problème

3) STRUCTURES SANITAIRES

- Retard dans la réalisation de l'hôpital de Béja.
- Création d'un SAMU régional.
- Création de centres intermédiaires.
- Création de structures pour la santé mentale.

4) PERSONNEL

- Loi cadre / région
- Décentraliser la gestion
- Démographie (abondance) surtout ceux qui se forment à l'étranger.
- Nécessité d'une formation continue
- Donner de l'importance à l'éthique médicale

5) PREMIERE LIGNE

- La première ligne était politisée et il faut s'occuper des CSB et des hôpitaux de circonscription.
- Il faut un médecin fixe par CSB.

6) GESTION

- Mise à niveau de l'administration (car il y a un faible taux d'encadrement)
- Insuffisance des crédits.
- Décentraliser les ressources.
- Autonomie des gestions à l'instar des ESP pour les autres structures.
- Il faut plus de moyens pour éviter la médecine à 2 intenses.
- Le budget actuel répond à 50 % des besoins.
- Information médicale disponible pour les deux secteurs public et privé et un seul système d'information pour les deux.

7) DEMANDES

- Création d'une faculté de médecine.
- Création des services spécialisés en médecine dentaire au niveau des hôpitaux.
- Création de cliniques dentaires.
- Informatiser le système de santé.

C – CONCLUSION

On note que le citoyen est conscient des problèmes mais au micro ouvert ni le citoyen ni le professionnel ne reconnaissent leur devoir.

Professeur Mohamed ZRIBI